Sénatoriales : le PCF progresse (p. 3)

COMMUNISTES

9-10 octobre

Bataille de l'emploi

Ça urge (p. 4)

Vidéo

C'est une grande satisfaction pour le PCF

Eliane Assassi

L'AIR DU TEMPS

Cellules grises

Le *Figaro* découvre que les ouvriers ont un cerveau, et même qu'ils savent lire ! En tout cas, c'est un peu l'impression que donne Etienne de Montety dans son éditorial du *Figaro Littéraire* cette semaine. Il y chronique le « Journal de Thorez. 1952/1964 », publié chez Fayard et il intitule son billet « Thorez, lecteur inattendu ». Le rédacteur constate en effet, vraiment très étonné, que Thorez lit (et commente) beaucoup ! Aragon, Triolet, Vercors, Vailland, Merle, Chabrol mais aussi Diderot, Courier, Hugo, Stendhal, le cardinal de Retz et puis encore Lucrèce (le De rerum natura, en latin, s'il vous plaît). Alors bien sûr, le « fils du peuple » a ses limites dans son expression, ça sent l'ouvrier, ironise le mondain. Thorez, figurez-vous, dit qu'il va « au « dentiste, et il appelle sa belle-mère « mémère ». N'empêche, pour « un ancien mineur, quel inépuisable appétit intellectuel » ! On pense peut-être, à Auteuil-Neuilly-Passy, que le populo n'est pas doté de cellules grises. ✪

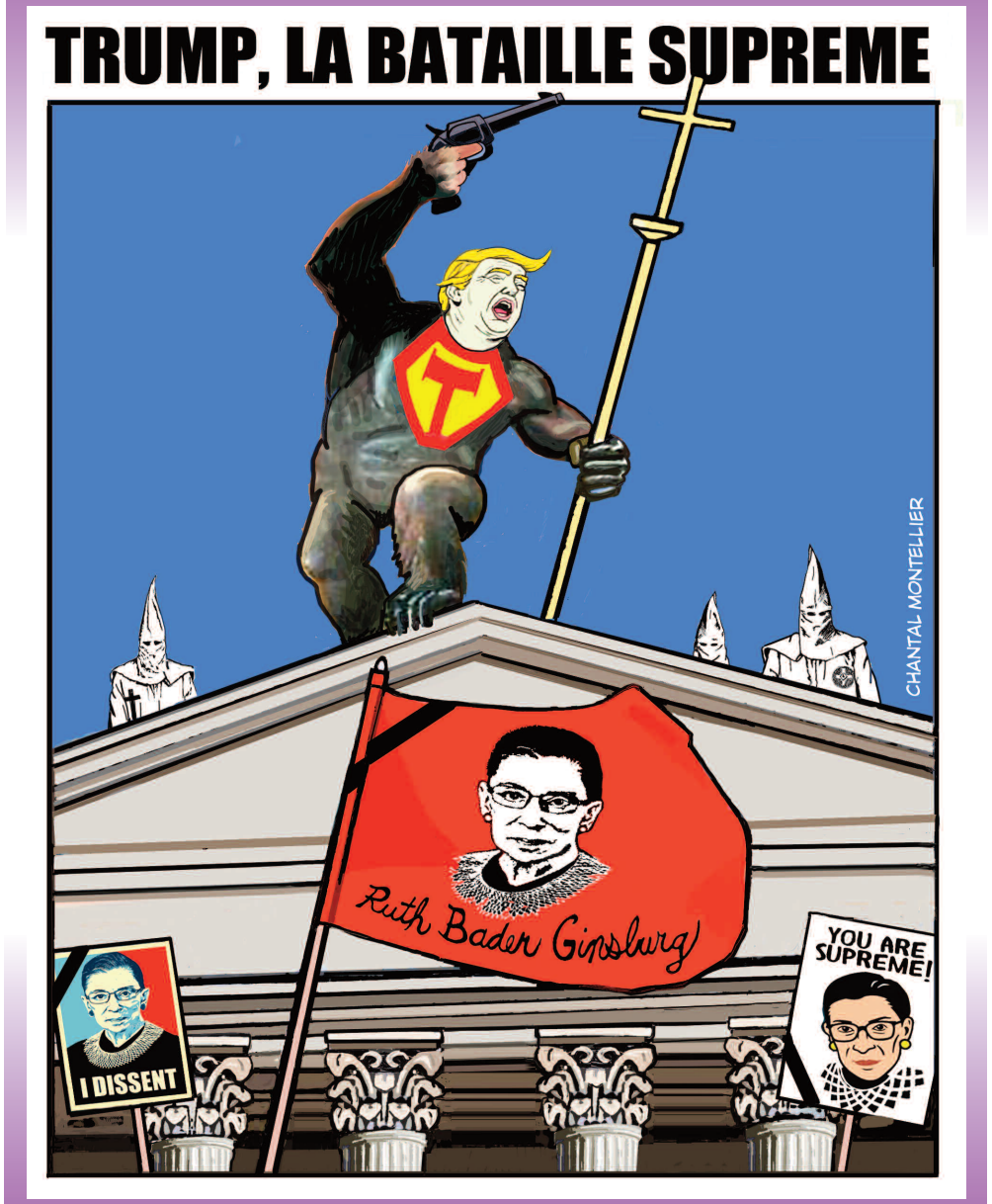
Gérard Streiff

SOUSCRIPTION 2020 (cliquez)

Je verse :.....€

"Donner les moyens au PCF d'intervenir"

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

30 septembre 20 h : Ciné-débat « Un pays qui se tient sage », cinéma le Rio, Clermont-Ferrand (63)
1er octobre 10 h : Rassemblement de soutien aux salarié·e·s de l'Ehpad Verdier à Montrouge (92)
1er octobre 15 h : Rassemblement de soutien au docteur Mukwege, prix Nobel de la Paix en 2018, parvis Trocadéro (Paris)
1er octobre 18 h : Débat en présence de Michel Duffour et Jean-Marc Coppola, maire-adjoint à la culture de Marseille, autour du livre Fabriques de villes, fabriques de cultures, Friche La Belle de Mai, Marseille (13)
1er octobre 18 h 30 : Vernissage exposition Le congrès de Tours, musée de l'Histoire vivante, Montreuil (93)
1er octobre 18 h 30 : Rencontre-débat avec Gilles Pinson autour de son livre La ville néolibérale, 60 rue de Belleville, Paris
1er octobre 19 h : Ciné-débat « Le monde selon Amazon » au cloître des Récollets, Metz (57)
2 octobre 9 h : Procès de Vincenzo Vecchi, tribunal d'Angers (49)
2-3 octobre : Vive la Sécu ! (75e anniversaire), Bourse du travail, Saint Étienne (42)
2-4 octobre : « Brésil en mouvement », au cinéma Les 7 Parnassiens, Paris 14e
3-4 octobre : Fête de la section de Rodez à Saint-Eloi, repas, débats (12)
3-4 octobre : Stage de base, Creil (60)
3 octobre : Conférence régionale du PCF Bretagne, Saint-Brieuc (22)
3 octobre : Fête fédérale du Tarn, à Albi, avec Fabien Roussel (81)
3 octobre : Fête de section à Saint-Junien, avec soutien aux aides à domicile (87)
3 octobre : Fête départementale, Argentan (61)
3 octobre : Fête départementale avec Fabien Gay, Jura
3 octobre : Conférence départementale, Elne (66)
3 octobre : Concours de pétanque, boulodrome de Mouy (60)
3 octobre : Fête du Travailleur Alpin, sur le site de la foire de Beaucroissant (38)
3 octobre 15 h : 80e anniversaire de l'ouverture du camp d'internement d'Aincourt (95)
4 octobre : Fête fédérale des Hautes-Pyrénées à Tarbes, avec Fabien Roussel (65)
6 octobre : L'Université permanente ouvrira ses portes les mardis pour la troisième année consécutive.
6 octobre : Fête des Angles. Débat à 11 h, buvette, tombola, stands, exposition Centenaire (19)
7 octobre 20 h : Ciné-débat « Un pays qui se tient sage », cinéma les Cinéastes, Le Mans (72)
8 octobre 12 h : L'UEC débat avec Marie-George Buffet, université Paris 8, Saint-Denis (93)
9 octobre 18 h 30 : Les vendredis de l'agglo ! Et si la SEF existait, maison des communistes de Vigneux (91)
9 octobre 18 h 30 : « Vive la culture ! », présentation du livre Libres comme l'art, section du PCF, Montreuil (93)
9-10 octobre : Élections des parents d'élèves
9-10 octobre : Journées d'initiatives des communistes pour sécuriser l'emploi
10-11 octobre : PGE Lisbonne. Fabien Roussel participera à la conférence de présidents du PGE (sous réserve)
10 octobre 11 h : Journée nationale d'action "Pour que vivent nos langues", Antigone, Montpellier (34)
10 octobre : 1re marche des fiertés, La Roche-sur-Yon- (85)
10 - 11 octobre : Marche pour la forêt pyrénéenne, Lannemezan, animations à Capvern (65)
11 octobre 11 h : Manif et pique-nique pour sauver notre eau, Épannes (85)
14 octobre 18 h 30 : La Commune de Paris : regards d'aujourd'hui, Au Maltais rouge, Paris 11e
15 octobre 14 h : Manifestation nationale à Paris pour la Santé
16 octobre : Initiatives dans le cadre de la journée du refus de la misère
17 octobre : Hommages/massacre du 17 octobre 1961
17 octobre : Journée mondiale contre Monsanto
17 octobre 16 h 30 : Inauguration de l'exposition 1940 : entrer en Résistance- musée de Châteaubriant (44)
24 octobre : Rassemblement devant la prison de Lannemezan. Liberté pour Georges Abdallah (65)
29 octobre 19 h : Espaces Marx 60 reçoit Bernard Vasseur, 9 rue Jean-Jaurès, Saint-Maximin (60)
31 octobre - 1er novembre : ANA du MJCF
1er novembre : Initiative emploi de la JC
7-8 novembre : Fête de l'Humanité, Toulouse (31)
7-8 novembre : Conseil national du PCF

Cliquer ici pour connaître l'agenda des initiatives "Fête de l'Humanité autrement"

Le PCF progresse en sièges, en voix et en pourcentage

Ce dimanche 27 septembre, la moitié des sièges du Sénat étaient renouvelés. Il s'agissait de renouveler les sénatrices et sénateurs élu·e·s en 2014. Cette élection au suffrage indirect a été le reflet des dernières élections municipales et de l'engagement de nos candidats et candidates. Il y a de véritables campagnes électorales avec de réelles dynamiques de rassemblement où les candidates et candidats présenté·e·s par le PCF ont su en général mobiliser les grands électeurs communistes et au-delà.

À la suite de son échec aux municipales, avec l'éradication de ses candidats dès le 1er tour des législatives partielles, LREM connait une nouvelle défaite avec la perte de trois sénateurs sur les dix sortants qui étaient en lice. Ce résultat est une confirmation du rejet général de la politique du gouvernement.

La droite hors LREM progresse globalement de huit sièges, confirmant son ancrage municipal dans la ruralité et les villes petites et moyennes. Le RN ne retrouve qu'un siège, alors qu'en 2014 il avait réussi à envoyer deux sénateurs au Palais du Luxembourg.

Le groupe des radicaux paye son rapprochement avec la LREM avec la perte de neuf sièges sur les quatorze qui étaient renouvelables.

À gauche, alors que le PS accuse une perte de cinq sièges sur les trente-cinq qu'il remettait en jeu, EELV gagne six sièges, dont la moitié sur des listes de rassemblement de toute la gauche. EELV profite des dynamiques de rassemblement entre la gauche et les écologistes qui ont permis l'élection de maires écologistes à Marseille, Lyon et Strasbourg.

Les communistes ont enregistré eux aussi un succès électoral issu des municipales. Nous confirmons nos deux sièges sortants dans les Côtes-d'Armor et la Seine-Maritime, avec l'élection de Gérard Lahellec et la réélection de Céline Brulin. Nous gagnons deux sièges, l'un en Dordogne avec Marie-Claude Varaillas face à un candidat de LREM et l'autre dans les Bouches-du-Rhône avec Jérémy Bacchi qui conduisait une liste de rassemblement de toute la gauche et des écologistes, qui a mis fin aux ambitions sénatoriales hégémoniques de LR. Nous avons fait la preuve de notre capacité à gagner et à faire gagner les autres forces de gauche. En Dordogne, c'est la première fois depuis 1946 et l'élection de la militante communiste Jeanne Vigier[1] qu'une femme devient sénatrice. Ce renforcement de la présence des communistes au Palais du Luxembourg est une bonne nouvelle pour les salariés et pour toutes les luttes et combats émancipateurs. Il s'agit pour nous, non plus d'un maintien de nos résultats électoraux mais d'une progression remarquée.

Dans les 21 départements à scrutin majoritaire où le PCF était présent en 2020 et 2014, il progresse en voix et pourcentage dans 14 d'entre eux, gagnant, par rapport à 2014, 868 voix et 4,7 %/exprimés sur un total de 2 271 voix et 12,54 %/exprimés en 2020. Sur les dix départements à la proportionnelle où une ou un communiste conduisait une liste de rassemblement, le PCF progresse dans six d'entre eux, gagnant 1 001 voix et 4,33 %/exprimés par rapport à 2014 sur un total de 2 249 voix et 9,9 % en 2020.

Ces bons résultats, porteurs d'espoir et d'avenir, sont les fruits des résultats contrastés des municipales, avec des défaites et des victoires, mais où dans une majorité de départements nous avons gagné des mairies et des élus. C'est aussi la reconnaissance de l'activité parlementaire et de terrain de très grande qualité des sénatrices et sénateurs communistes, et de la capacité des communistes à être initiateurs d'un large rassemblement à partir des expériences des municipales et à mener de véritables campagnes électorales où l'investissement militant a pu donner toute sa mesure.

Pierre Lacaze, CEN
Yann Le Pollotec, CN
Secteur élections

1. https://maitron.fr/spip.php?article88458

9/10 octobre

La bataille de l'emploi Ça urge

Airbus, General Electric, Boiron, Renault, Auchan, Nokia, Bridgestone, Air France, la liste des entreprises qui cassent l'emploi est longue. Le patronal Figaro parle de « purge » et de « dégraissage ». Les libéraux des ministères qui ont le sens des mots tordus évoquent, eux, « les plans de sauvegarde de l'emploi ». Et cette casse ne se limite pas à quelques noms médiatisés. On brade dans les PME, on brade les intérimaires, les salariés en CDD, les indépendants sans mission, on gèle des plans d'embauche, notamment de jeunes diplômés.

Le chef de la division emploi de l'OCDE, Stéphane Carcillo, note : « On parle beaucoup des plans sociaux car ils sont très médiatisés et touchent parfois des bassins d'emplois entiers en raison de leur ampleur. Mais beaucoup d'ajustements sur l'emploi ont déjà eu lieu au fil de l'eau par le biais de licenciements individuels et surtout de fin de recrutements en contrats courts et de renouvellement des CDD. »

Ainsi l'intérim affiche un déficit de 150 000 emplois sur un an (-20 % sur 2019). À Pôle emploi, au 2e trimestre, on parle de 150 000 inscriptions en moyenne par mois suite à une fin de mission d'intérim ou de CDD et de 10 000 licenciements économiques.

Bref, la vague annoncée de plans sociaux déferle. Le chômage explose. L'urgence sociale est là. C'est la raison pour laquelle les communistes, lors de leur dernier Conseil national, ont lancé une campagne sur l'emploi, à commencer par des journées d'action dans toute la France les 9 et 10 octobre prochains.

Une grande diversité d'initiatives est prévue (rassemblements devant des préfectures, des entreprises, des hôpitaux publics, conférences de presse), nous en faisions état ici même la semaine dernière.

Des initiatives de résistance, de protestation, et dans le même temps de propositions pour dire haut et fort que ce désastre n'est pas fatal, que l'argent public, des banques, des entreprises ne doit pas servir à licencier mais bien à sécuriser l'emploi et la formation, pour développer l'emploi public dans tous les domaines et révolutionner notre mode de production.

Il va s'agir d'une campagne de longue haleine pour marquer des points dans la bataille idéologique, obtenir des avancées concrètes et contribuer à réidentifier le PCF à un projet de société alternatif au capitalisme et aux dégâts humains et écologiques qui l'accompagnent.

Soutien à Bridgestone avec Cathy Apourceau. L'urgence c'est l'emploi.

Il est clair que cette question de l'emploi va occuper une grande place dans les campagnes départementales et régionales du printemps prochain. Alors que la crise du politique est profonde, que les citoyens doutent des capacités d'intervention des élus (« puisque le pouvoir économique est ailleurs », pensent-ils), il va s'agir de convaincre au contraire que les collectivités territoriales, par leurs choix politiques, peuvent avoir une influence sur l'emploi en résistant aux logiques destructrices et en construisant des alternatives.

Pourrait être proposée, par exemple, la mise en place de conférences permanentes sur l'emploi, la formation et la transformation écologique des productions, ainsi que des fonds régionaux pour financer cette démarche.

Et il s'agirait (voir le texte « Ce que nous voulons pour nos régions ») de faire converger deux batailles politiques : le contrôle et le suivi démocratique des aides publiques (respect des critères sociaux et environnementaux, transparence) et la création de comités locaux de défense de l'emploi, à l'initiative des organisations communistes et avec toutes les forces progressistes, politiques, syndicales, associatives, pour alerter sur les licenciements, sur les difficultés des TPE/PME, recenser les besoins dans les services publics (santé, éducation) et les autres activités.

Et ainsi de faire reculer les idées fatalistes sur le chômage, l'idée que la gestion des entreprises est à laisser au seul patronat. Il s'agirait aussi d'opposer au chaos du marché une démarche de planification démocratique et décentralisée porteuse d'efficacité sociale. ✪

Moselle

Le PCF a pris l'initiative d'une démarche unitaire qui a rassemblé toute la gauche !

Le site de la Smart en Moselle est menacé de fermeture. Cette décision a été annoncée par le groupe Daimler début juillet. 1 600 emplois sont en jeu dans une région marquée par un recul industriel. Ce site voulu par la France et l'Allemagne a été inauguré en 1997 par Helmut Kohl et Jacques Chirac, Outre leur participation aux mobilisations sociales, les communistes se sont adressés à toutes les organisations de la gauche et écologiste pour leur proposer un travail en commun. Cette démarche a abouti à une conférence de presse commune (LFI, PG, EEGL, PS, Génération.s, LRDG, et PCF) devant le site de la Smart. Les organisations ont convenu de poursuivre ce travail par une démarche commune en direction de l'État. Un rassemblement devant la préfecture est envisagé. ✪

Campagne européenne #Right2Cure

Pas de profit sur la pandémie !

Une première victoire qui en appelle d'autres !

« *La possession du meilleur état de santé qu'il est capable d'atteindre constitue l'un des droits fondamentaux de tout être humain…* ». Cette phrase vient du préambule de la Constitution de l'OMS adopté le 22 juillet 1946. Plus de 74 ans après, force est de constater que tout le monde n'est pas égal devant la maladie. Alors que les travailleurs, notamment dans les métiers les plus féminisés, restent en première ligne de la lutte contre la pandémie, celle-ci touche plus durement les classes populaires. La crise sanitaire joue un rôle d'accélérateur de la crise du système capitaliste. Elle est également un prétexte pour revenir sur les conquis sociaux et le droit des femmes dans nombre de pays. L'ONG Oxfam évalue ainsi à 500 millions le nombre de personnes dans le monde pouvant tomber dans la pauvreté, soit 10 % de la population mondiale !

Alors que le bon sens devrait nous amener à rompre avec les logiques libérales qui depuis 30 ans ont gangréné le service public et la sécurité sociale, c'est tout l'inverse que nos gouvernants voudraient faire. Une course de vitesse est aujourd'hui engagée entre les multinationales pharmaceutiques pour découvrir en premier le vaccin et se faire un maximum de bénéfices. La Commission européenne négocie actuellement des achats de vaccins Covid-19 avec l'industrie pharmaceutique, sans transparence sur les essais cliniques comme sur les négociateurs des contrats. L'un d'eux n'est autre que Richard Bergström, qui a été pendant 5 ans à la tête d'EFPIA, principal lobby de l'industrie pharmaceutique ! Pire encore, les multinationales pourraient échapper au paiement de certaines indemnités, voire être dédommagées en cas de « *vices cachés* ». Alors que l'argent public finance aujourd'hui très largement la recherche, le vaccin serait quant à lui privé et l'industrie pharmaceutique dédouanée de toute responsabilité !

Parce que la santé est un droit inaliénable et non une marchandise, nous avons lancé en juin dernier la campagne européenne ***#Right2Cure : Pas de Profit sur la Pandémie*** ! Celle-ci vise à exiger de l'UE qu'elle garantisse que les vaccins et les traitements anti-pandémiques deviennent un bien public mondial, librement accessible à tous. Elle rejoint d'ailleurs nos revendications de longue date pour la prise en charge à 100 % du médicament par la Sécurité sociale et la création d'un pôle public de la recherche, de la production et de la distribution du médicament au plan national comme européen.

Une première victoire a été engrangée, puisque le 21 août dernier la Commission européenne a validé notre initiative citoyenne. Il nous faut maintenant constituer des collectifs de campagne dans chaque fédération en lien avec les syndicats, les citoyens et les ONG intéressés par l'initiative. Ils peuvent déjà signer et diffuser cette pétition :

Début novembre, nous lancerons la 2e phase de la campagne avec nos partenaires européens. Nous aurons alors un an pour recueillir un million de signatures au niveau européen afin de construire le rapport de force et pousser nos dirigeants à prendre des mesures concrètes ! Afin que cette initiative aboutisse, il nous faut d'ores et déjà mobiliser autour de nous !

La mise en place d'un vaccin sûr, universel, public et gratuit est la seule façon de sortir de la crise sanitaire dans laquelle nous sommes. Il s'agit de briser le système de brevet qui place les intérêts des actionnaires au-dessus des vies humaines, et de construire un véritable droit à la santé pour tous. Au travail donc ! ✪

Dr Michel Limousin
membre de la commission Santé, protection sociale
Charlotte Balavoine
membre du secteur Europe

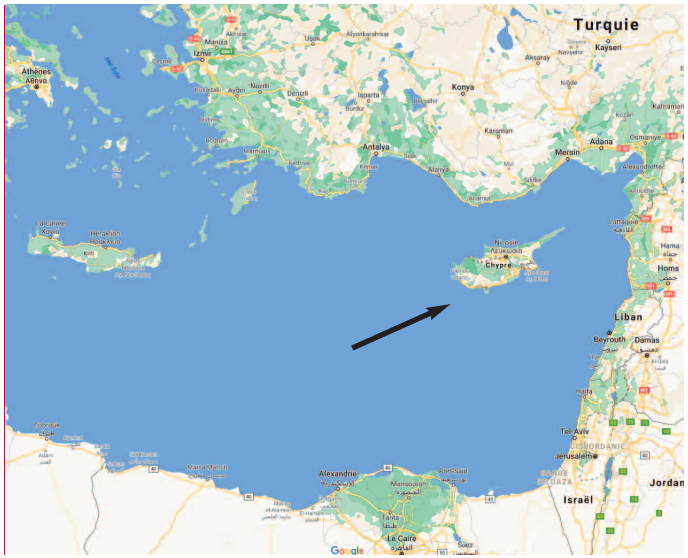
Chypre : Au cœur des enjeux

Le 20 juillet 1974, après l'échec de la tentative de coup d'État des colonels fascistes grecs afin de renverser le président Makarios, la Turquie profitait du contexte pour lancer une vaste intervention militaire meurtrière contre Chypre. Procédant à un nettoyage ethnique, Ankara imposa une partition de l'île, toujours en vigueur, et l'établissement d'une république fantoche, au nord, reconnue par elle seule.

En 2004, Chypre, dans sa totalité, adhère à l'Union européenne tout en demeurant le seul territoire à faire l'objet d'une occupation étrangère. Les espoirs n'ont cependant pas été au rendez-vous car l'UE ne s'est impliquée en rien pour ramener la paix et a imposé, lors de la crise financière de 2012-2013, une ignoble politique d'austérité. La Troïka (FMI, BCE et UE) a opéré des coupes dans les salaires, augmenté la TVA et les cotisations sociales tout en ordonnant des privatisations. Parallèlement, les négociations sous l'égide de l'ONU sont demeurées dans l'impasse en raison notamment des pressions exercées par Ankara pour entraver toutes les issues. L'arrivée au pouvoir de R.T. Erdogan a notablement aggravé la situation, ce qui ne fut pas sans conséquence sur l'exacerbation des nationalismes. Cela n'a pourtant pas empêché les forces progressistes et plus particulièrement AKEL de travailler sans relâche à une réunification dans le cadre d'une union fédérale chypriote qui permettrait tout à la fois de dépasser les clivages ethniques, religieux et linguistiques et aux deux communautés de vivre ensemble. Lors des dernières élections européennes (2019), AKEL a pris une initiative de première importance en désignant un candidat chypriote turc comme tête de liste, l'universitaire Niyazi Kizilyurek. Cette démarche traduit la volonté de parler à tous les Chypriotes et de remettre en cause le statu quo.

À cette occupation se superpose désormais une nouvelle source de tensions avec la découverte de ressources gazières dans les eaux territoriales chypriotes, mais aussi au large d'Israël, du Liban, de l'Egypte et de la Grèce. Si ces réserves sont importantes, équivalentes à celles de la Norvège, elles ne représentent cependant que 15 % de celles du Qatar. Ces gisements dessinent une nouvelle géographie des alliances et des frictions dans une région qui concentre déjà de nombreux conflits. La Turquie, usant de la diplomatie de la canonnière, entend s'approprier par la force ces ressources, en violation de l'accord des Nations unies sur le droit de la mer. Elle a noué un accord illégal avec le gouvernement d'union nationale de F. el-Sarraj (Libye) et lancé des opérations de prospection d'hydrocarbures dans la zone maritime chypriote. Elle a de surcroît empêché, en mobilisant des navires de combat, l'installation d'une plateforme au large de l'île. Si la route vers la production de gaz est encore longue, nécessitant de coûteuses infrastructures et des réseaux d'acheminement, ne garantissant pas pour autant un prix compétitif, Ankara attise les dissensions en Méditerranée orientale. Certes, le contexte de politique intérieure n'est jamais loin. En difficulté, R.T. Erdogan joue de la fibre nationaliste pour consolider son alliance avec les fascistes du MHP. Mais la Turquie entend aussi devenir un hub énergétique et répondre à ses besoins croissants dans ce registre.

> ***"La diplomatie doit s'imposer et les surenchères militaires sont contre-productives"***



Afin de sortir de cette impasse dangereuse, AKEL ouvre une perspective en proposant aux Turcs chypriotes une relance des négociations afin d'assurer un partage de cette richesse dans un cadre fédéral. R.T. Erdogan a déjà opposé son veto en voulant s'emparer des ressources sans réunification. De toute évidence, la diplomatie doit s'imposer et les surenchères militaires sont contre-productives, pouvant provoquer des catastrophes. Il n'y a pas d'autres voies dans ce contexte de durcissement.

Le Parti communiste français appelle à la solidarité et à une mobilisation plus grande pour mettre un terme à l'occupation et pour le respect de la souveraineté chypriote dans un cadre fédéral. ✪

Pascal Torre
responsable-adjoint du secteur international du PCF
chargé du Maghreb et du Moyen-Orient

100 ans d'Avant-Garde

En septembre 1920 paraît le premier numéro de l'Avant-Garde. Pour quelques francs les jeunes peuvent désormais s'informer sur les luttes en cours. Fondé par quelques membres des jeunes socialistes déjà ralliés aux idées communistes, le journal naît avant même la création des jeunesses communistes. Il va en devenir le journal et il accompagnera les transformations du mouvement au cours de cent années.

À l'origine bimensuel, il prendra deux noms *L'Avant-Garde ouvrière et communiste* ou *L'Avant-Garde ouvrière et paysanne.* Dès sa création, il n'est pas un simple outil d'information mais un outil au service du progrès social, en permettant de diffuser les horaires et lieux de rassemblements par exemple, mais aussi de propagande pour pousser les idées communistes dans la jeunesse. Il est aussi simplement un moyen pour les jeunes de faire entendre leurs voix.

De 1920 à 1939, huit-cent-vingt-six numéros sont édités et diffusés. La guerre et la répression subies par les communistes n'ont pas raison du journal. Bien que sa parution soit irrégulière, il va au contraire se multiplier. Les conditions de sa diffusion rendue plus difficile amèneront les jeunes communistes à éditer des versions locales pour servir la Résistance. En 1942, *l'Avant-Garde du jeune Normand* titre ainsi : "À l'action pour libérer la France". Comme en 1940, *l'Avant-Garde édition du Pas-de-Calais* appelait aussi à l'action pour faire libérer leurs camarades emprisonnés, tout en n'oubliant pas malgré la guerre de revendiquer plus de moyens pour la pratique sportive.
Au sortir de la guerre, l'*Avant-Garde* est hebdomadaire et suit le changement de structuration des jeunes communistes. Il devient le journal de l'Union de la jeunesse républicaine de France. Sa réputation de journal de la Résistance le rend incontournable. En 1946, il est édité à deux-cent-mille exemplaires, faisant de lui la parution de jeunesse la plus lue de France. L'*Avant Garde* à l'époque n'est pas le journal des seuls jeunes communistes. Pour être au plus près de la jeunesse, le mouvement s'adapte à la vie des jeunes : *Clarté* sur les questions universitaires, *Filles de France* destiné aux jeunes femmes, *l'Avant-Garde rurale* pour les problématiques paysannes, et enfin *Le conscrit* distribué auprès des jeunes en service militaire.
Lorsque l'Union des jeunes filles de France et l'Union de la jeunesse agricole de France sont regroupées au sein du Mouvement jeunes communistes de France pour correspondre aux évolutions de la société, le journal s'adapte lui aussi. Pour être en phase avec les années "yéyé", l'*Avant-Garde* devient *Nous les garçons et les filles* en 1963. Bien que toujours militant, des interviews des grands artistes du moment affichant Johnny, Belmondo ou Sylvie Vartan en couverture se mêlent aux informations. La diffusion est là aussi un grand succès.
Pourtant, après les grèves de 1968 les jeunes communistes ressentent le besoin de revenir à un journal plus militant. L'*Avant-Garde* revient alors à sa forme plus traditionnelle. L'idée de faire de l'information au plus près de la vie des jeunes est toujours la motivation principale du journal. Dans cet objectif, les correspondants locaux, des jeunes qui parlent de la jeunesse aux jeunes est un avantage considérable pour le journal ; et le développement de la photo de masse va aussi améliorer sa qualité. Tout en étant, grâce aux liens avec d'autres organisations internationales, une référence de l'actualité internationale.
La culture n'est pas abandonnée. Les artistes sont mis à l'honneur au cours des grandes fêtes de l'*Avant-Garde* qui réunissent des milliers de jeunes, comme en 1974 à Montreuil sous le signe de la solidarité avec le Chili et pour le droit de vote à 18 ans, ou à Ivry en 1976 où l'on peut venir écouter Julien Clerc en concert.
La lutte contre les contrats précaires, engagée dans les années 1980, permet à de nombreuses reprises à des jeunes précaires de livrer leur réalité dans les pages d'*Avant-Garde*. Mais pas uniquement sur papier. Les journalistes d'*Avant-Garde* s'essayent au dispositif vidéo et plusieurs films sont réalisés sous le format de plateaux télé pour faire taire les clichés subis par les jeunes. Le format ne sera pas gardé, mais il témoigne de l'adhésion du journal avec son nom, il est toujours à l'avant-garde et s'accroche aux moyens d'expressions des jeunes au moment où il paraît.
C'est sur ce même modèle que sera décidée la dernière grande révolution d'*Avant-Garde.* Pour garder sa modernité, il fera son apparition sur Internet, sans toutefois oublier son édition papier. Alors qu'Internet constitue la première source d'information des jeunes, le journal se devait d'être en phase avec son public. Cette parution a aussi permis une édition hebdomadaire permettant d'être au cœur de l'actualité.
Toujours aussi militant, ayant toujours à cœur de réaliser de l'actu par les jeunes pour les jeunes, et de leur fournir des outils d'analyse, toujours au service des luttes, l'*Avant-Garde* fête ses cent ans sans avoir pris une ride ! ✪

Clémentine Le Duey
coordinatrice à la vie des départements du MJCF

PREMIERE ANNEE — N° 1. LE NUMERO : 20 CENTIMES SAMEDI 26 SEPTEMBRE 1920

L'Avant-Garde
ouvrière et communiste

ORGANE OFFICIEL DU
COMITÉ DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE DES JEUNES

4 Pages — Bi-Mensuel

Administration : 123, rue Montmartre, 123
PARIS (2e arrond.)

ABONNEMENTS

A L'AVANT-GARDE !

ÊTRE OU NE PAS ÊTRE SOCIALISTE ?

Bibliographie

Une abondante littérature, sous forme d'études, de récits, de documents, de souvenirs, d'essais, voire de nouvelles, accompagne ce centenaire communiste, signe de l'importance de l'événement et du poids communiste dans l'histoire nationale. La liste ci-dessous n'est pas exhaustive ; nous allons la compléter en signalant les nombreuses approches régionales de cet anniversaire.

« PCF Cent ans d'histoire », numéro double (14/15) de la revue *Cause Commune*
« Libres comme l'art, 100 ans d'histoire entre les artistes et le PCF », éditions de l'Atelier (à commander au CN, dans les fédés ou sections)
« 100 ans de parti communiste français », ouvrage collectif sous la direction de Guillaume Roubaud-Quashie, éditions du Cherche midi
« 100 ans d'histoire de France et du PCF sur les murs », éditions Helvétius
« Aux alentours du congrès de Tours », Frédéric Genevée, musée d'Histoire vivante
« Le parti rouge », Roger Martelli, Serge Wolikow, Jean Vigreux, éditions Armand Colin
« Le parti des communistes », Julian Mischi, éditions Hors d'atteinte
« Abécédaire amoureux du communisme », Gérard Streiff, éditions du Petit Pavé
« Communisme français, l'énigme », Roger Martelli, éditions La dispute
« Journal de Maurice Thorez, 1952/1964 », Éloïse Dreure, Jean Numa-Ducange, Jean Vigreux, éditions Fayard
« Marcel Paul, un ouvrier au conseil des ministres », Alexandre Courban, Nicolas Vhevassus, éditions de l'Atelier
« Sur les genoux de Khrouchtchev », Catherine Servin, éditions L'Harmattan
« Vendanges tardives du communisme », Michel Limousin, essai, éd. Arcane 17
« Rouge cent », trente nouvelles noires, trente auteurs/autrices, éd. Arcane 17
« Grandes pages du centenaire », Nicolas Devers-Dreyfus, Rima Hawi, éd. Le temps des cerises
« Ambroise Croizat ou l'invention sociale », Michel Étiévent, éditions Gap

CE SAMEDI
3 octobre, après-midi,

la fédération de l'Orne
FÊTE LE CENTENAIRE DU PCF

(hall d'exposition Argentan)

Pour passer commande, envoyer un mail à

materielcom@pcf.fr

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse : ..... € **Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.**

NOM : ..... PRÉNOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL ..... Ville .....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

COMMUNISTES
2, place du Colonel-Fabien - Paris 19e
COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur), Gérald Briant, Léon Deffontaines, Yann Henzel, Méline Le Gourriérec, Delphine Miquel, Laurence Patrice, Yann Le Pollotec, Julien Zoughebi.
RÉDACTION : Gérard Streiff (Tél. : 01 40 40 11 06)
Mèl : **communistes@pcf.fr**
RELECTURE : Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)
Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA